

## ÉLUS ET PROFESSIONNELS DES STATIONS DE SKI SAISISSENT LE CONSEIL D'ÉTAT

Ils s'insurgent face à la décision du gouvernement de fermer les remontées mécaniques pour Noël, alors qu'elles fonctionneront en Autriche, en Suisse et en Espagne

*Le Figaro - 02/12/2020*



Les premiers flocons de neige ont rajouté une couche de détermination à la colère. Décidés à se battre jusqu'au bout, les présidents de la région Auvergne-Rhône-Alpes, des départements de Savoie, Isère et Haute-Savoie ainsi que des professionnels de la montagne ont annoncé mercredi avoir saisi le Conseil d'État contre la décision du gouvernement de fermer les remontées mécaniques pour Noël. «Un référé liberté sera déposé ce jeudi devant le Conseil d'État», précise Laurent Wauquiez, président LR de la région Auvergne-Rhône-Alpes.

Plus tôt dans la journée, plus de 600 montagnards se sont réunis à Bourg-Saint-Maurice (Savoie). À leur manière, brandissant des cœurs rouges brisés, ils ont exprimé leur sentiment de ne pas être écoutés. À Bourg-d'Oisans, ils étaient deux fois plus nombreux à vouloir ouvrir les pistes des massifs de l'Isère.

Interdire les Français de skier, alors que les remontées mécaniques fonctionneront en Autriche, en Suisse et en Espagne, ne passe pas. Dès mardi, Emmanuel Macron, a annoncé des «mesures restrictives et dissuasives» pour les Français voulant aller skier à l'étranger. Il est question de les isoler pendant sept jours en rentrant de vacances.



Des contrôles aléatoires seront instaurés aux frontières... «C'est une idée louable, mais difficilement applicable, réagit Jean-Luc Boch, président de France Montagnes. On ne comprend plus ce qui se passe dans la tête du gouvernement.»

### Ski de fond et raquettes

Cette situation aberrante fait hurler dans les montagnes françaises. «Des stations de ski ouvertes sans remontées mécaniques, c'est comme une plage sans mer, déclare Guy Verney, maire de Bourg-d'Oisans. Ce qui se passe est dramatique.» 5000 habitants de la ville travaillent en station. Leur emploi est menacé. «Des hôtels, qui avaient embauché, se retrouvent entre 0 et 5 % de taux d'occupation à Noël, ajoute l'élu LR. Et il n'y a pas de réservations pour janvier.»

Emmanuel Macron avait proposé une concertation européenne. Angela Merkel voulait même que l'Union européenne interdise les séjours au ski jusqu'au 10 janvier en Europe. L'hiver dernier, la station autrichienne d'Ischgl avait été un foyer de contamination ; en France, l'inquiétude était venue des Contamines-Montjoie, vite dissipée. «Les pouvoirs publics nous rappellent sans cesse le cluster d'Ischgl. Or, même l'Autriche rouvre cette année à Noël!», s'indigne Jean-Luc Boch. Là-bas, les prix sont 20 % moins chers et le confort meilleur (télésièges à bulles et chauffant, stations sans voitures). «Si nos clients y vont, ils risquent d'y prendre goût», s'inquiète Luc Reversade, fondateur de La Folie douce, qui détient huit restaurants dans les Alpes et un hôtel à Chamonix.

«Il faut prévenir toute troisième vague, insiste Jean-Baptiste Lemoine, secrétaire d'État au Tourisme. Rien ne serait pire que d'ouvrir pour refermer après. L'objectif c'est de préserver le cœur de la saison, notamment février et mars.» Par solidarité avec la montagne française, il appelle les Français à programmer leur séjour de ski alpin sur le reste de la saison d'hiver. En attendant, ils devront se contenter de ski de fond et de randonnée, de raquettes et de luge.